



PM2024/15

Le Maire de Bazouges la Pérouse

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4,

VU le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée.

VU la demande de l'entreprise 4S pour la réfection de peinture au sol des places de stationnement et à la suppression de l'arrêté minute.

Considérant que pour satisfaire cette demande le stationnement doit être interdit

ARRETE

Article 1^{er} – Les stationnements au droit des n° 4 -6 et 8 place du monument, des n° 14 et 16 place de la mairie ,et à l'angle de la rue du châlet seront interdits à partir du Lundi 18 Mars 2024 jusqu'au retrait de la signalétique.

Article 2 – Les services municipaux sont chargés de l'installation de la signalétique nécessaire selon les horaires mentionnés à l'article 1.

Article 3 -Les dispositions prévues à l'article1 du présent arrêté ne s'appliquent pas aux véhicules de secours et d'urgence.

Article 4 – Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur

Article 5 – Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de Bazouges la Pérouse

Article 6 – Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 7 – Le Maire de Bazouges la Pérouse, le Chef de Brigade de Gendarmerie de Maen Roch seront chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

BAZOUGES LA Pérouse, le 12 mars 2024


L'adjoint délégué
A. ISAMBARD